



Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

S/20628  
12 mai 1989  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Lettre datée du 12 mai 1989, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de  
l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte de la déclaration faite le 11 mai 1989 par M. George Bush, Président des Etats-Unis, sur la situation actuelle dans la République du Panama.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et celui de cette déclaration comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) Thomas R. PICKERING

ANNEXE

Déclaration faite par le Président Bush à la Maison blanche,  
le 11 mai 1989

Les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes ont fait des sacrifices et se sont battus jusqu'à la mort pour instaurer la démocratie. Aujourd'hui, il est clair que l'immense majorité des peuples des Amériques ont opté pour un gouvernement constitutionnellement élu. L'ère de la dictature est révolue. Et pourtant, dans bien des régions de notre continent, les ennemis de la démocratie guettent le moment où ils pourront renverser par la force les gouvernements élus ou usurper la victoire aux élections.

Toutes les nations de la communauté démocratique se doivent de faire entendre clairement par leurs actes et leurs déclarations que les tentatives pour renverser un régime constitutionnel ou détourner le verdict des urnes sont inadmissibles. Si nous ne lançons pas clairement un avertissement lorsque la démocratie est en danger, les ennemis du régime constitutionnel n'en deviendront que plus dangereux. Et c'est pour cela que les événements dont le Panama est le théâtre font peser une lourde responsabilité sur toutes les nations de la communauté démocratique.

La semaine dernière, les Panaméens se sont déplacés en masse, plus nombreux que jamais encore, pour élire une nouvelle équipe dirigeante démocratique, et ils ont voté pour remplacer la dictature du général Noriega. Le monde entier guettait. Tous les observateurs crédibles, que ce soit l'Eglise catholique, les observateurs des pays d'Amérique latine et d'Europe, les dirigeants du Congrès américain ou les deux anciens présidents des Etats-Unis, sont unanimes : c'est l'opposition qui a gagné. L'élection n'a même pas été serrée. L'opposition l'a remportée à près de trois contre un.

Le régime mis en place par le général Noriega a tout d'abord tenté de s'arroger la victoire en recourant à la fraude massive et à l'intimidation, et à présent, il a annulé les élections et recouru à la violence et à l'effusion de sang. Ces derniers jours, de nombreux dirigeants d'Amérique latine ont condamné la fraude électorale et engagé le général Noriega à respecter la volonté du peuple panaméen.

Nous appuyons et soutenons ces exigences. Les Etats-Unis ne reconnaîtront pas un régime qui s'est arrogé le pouvoir par la force et par la violence aux dépens du droit à la liberté du peuple panaméen et ils n'accepteront aucun accommodement avec lui.

Au cours des derniers jours, j'ai eu des échanges de vues dans ce sens avec les dirigeants démocratiques d'Amérique latine et d'Europe. Ces consultations se poursuivront.

La crise qui a éclaté au Panama est un conflit entre Noriega et le peuple panaméen. Les Etats-Unis sont du parti du peuple panaméen. Nous partageons avec lui l'espoir que les forces de défense panaméennes le soutiendront et qu'elles s'acquitteront de l'obligation que leur fait la Constitution de défendre la démocratie. Une armée panaméenne de carrière peut avoir un rôle important à jouer dans l'avenir démocratique du Panama.

Les Etats-Unis sont attachés à la démocratie au Panama. Nous respectons la souveraineté du Panama et nous avons, bien entendu, une grande affection pour le peuple panaméen. Nous sommes aussi résolus à protéger la vie de nos citoyens. Et nous sommes tenus de faire respecter, dans leur intégrité, les traités relatifs au canal de Panama qui garantissent la sécurité de passage à travers le Canal pour toutes les nations.

Les traités relatifs au canal de Panama sont un noble symbole du respect et des relations d'association sur un pied d'égalité qui existent entre le peuple américain et le peuple panaméen. A l'appui de ces objectifs et après avoir consulté ce matin les dirigeants du Congrès représentant les deux partis, j'ai pris les dispositions suivantes :

Premièrement, les Etats-Unis soutiennent vigoureusement les initiatives prises par les gouvernements du continent pour faire face à cette crise par la diplomatie régionale et l'action au sein de l'Organisation des Etats américains, ainsi que par d'autres moyens, et ils leur prêteront leur concours.

Deuxièmement, notre ambassadeur à Panama, Arthur Davis, a été rappelé, et le personnel de notre ambassade va être réduit au strict minimum.

Troisièmement, les fonctionnaires américains et leurs familles et autres personnes à leur charge qui résident en dehors des bases militaires américaines ou des zones d'habitation de la Commission du canal de Panama seront installés en dehors du Panama ou dans des zones résidentielles sûres au Panama. Cette opération débutera immédiatement. Elle sera menée à terme aussi rapidement et de façon aussi ordonnée que possible.

Quatrièmement, le Département d'Etat, par l'intermédiaire de son conseiller pour les voyages, encouragera les représentants des entreprises américaines résidant au Panama à prendre, dans la mesure du possible, des dispositions en vue de l'absence prolongée de leurs familles ou autres personnes à leur charge.

Cinquièmement, les sanctions économiques demeureront en vigueur.

Sixièmement, les Etats-Unis s'acquitteront de leurs obligations et ils affirmeront et feront respecter leurs droits au Panama, qu'ils tiennent des traités relatifs au canal de Panama.

Enfin, nous envoyons au Panama l'équivalent d'une brigade pour renforcer nos forces militaires déjà stationnées sur place. Je n'exclus pas de prendre, si les circonstances l'exigent, de nouvelles mesures dans l'avenir.

Les Etats-Unis et toutes les nations démocratiques du continent espèrent qu'il pourra être trouvé un règlement pacifique à la crise que traverse le Panama. Et nous exhortons tout le monde au Panama, tous les habitants et toutes les institutions, à placer le bien-être de leur pays au-dessus de tout et à rechercher une issue honorable à cette crise. La voie reste ouverte.